

European Round Table [ERT] (2), la table ronde au travail

(Article tiré de Europe Inc.)

Bien que les 45 membres de l'ERT proviennent de gigantesques multinationales au chiffre d'affaires total de 800 milliards d'euros avec plus de 4 millions d'employés à travers le monde, son bureau, au cœur de Bruxelles, n'emploie, assez modérément que 7 personnes [1]. Avec l'administration et la coordination pour seules fonctions, le secrétariat n'est, finalement, guère plus qu'un point de contact entre les membres de la Table Ronde. Celle-ci tire sa force de ses prestigieux membres : industriels extrêmement influents qui ont su s'ouvrir l'accès aux décideurs nationaux et européens. L'organisation mentionne également comme l'un des ses atouts les « moyens substantiels que les firmes représentées à l'ERT peuvent mobiliser [2]. » Et pour conclure, on apprend que « l'ERT est, en fait, un club d'individus. Et ces individus ont à cœur de travailler dans l'intérêt de l'économie et de la compétitivité européennes, explique Wim Philipa. Cela signifie qu'ils sont prêts à placer leur organisation dans certaines actions visant à améliorer une situation concrète [3]. »

Décembre 2009

Un comité de direction, formé du président de l'ERT, des deux vice-présidents et de cinq autres membres élus, coordonne le travail d'organisation et détermine les nouvelles priorités [4]. Ce comité passe en revue les activités du groupe et expose ses propositions durant les séances plénières bi-annuelles, souvent organisées dans le pays membre détenteur de la présidence de l'Union. Les participants à ces séances déterminent les priorités générales, le programme de travail et le budget de la Table ronde ; ils approuvent les rapports et les propositions préparés par les groupes de travail attachés à des problèmes spécifiques [5]. Une grande partie des activités de terrain sont menées par les groupes de travail qui se consacrent à des problèmes aussi divers que les normes comptables, l'éducation, les politiques d'emploi, les politiques sociales ou les relations économiques internationales [6]. Présidé par un membre de l'ERT, chacun des groupes emploie des experts appartenant aux firmes regroupées dans la Table Ronde ; il est fréquent que des consultants extérieurs soient invités [7].



Les priorités : la croisade pour la compétitivité

Ayant obtenu le Marché unique, les réseaux transeuropéens et la monnaie unique, ce groupe concentre désormais ses efforts sur la mise en avant de thèmes complémentaires tels que compétitivité, évaluation comparative des politiques publiques ou, suivant son nouveau mot fétiche, sur l'« innovation ». Par ailleurs, l'appât de nouveaux marchés devenant irrésistible, ils concentrent leurs efforts sur l'expansion de l'Union vers l'Europe centrale et orientale.

Renforcer la compétitivité économique de l'Europe au sein de l'économie mondiale a toujours été le principal objectif de la Table Ronde : faire pression pour une concurrence et une compétitivité à l'échelle européenne à l'intérieur d'un système économique fermement intégré. Un bloc économique d'une telle puissance aurait la capacité de stimuler l'investissement, d'augmenter la production et de créer de nouveaux emplois [8].

Il est important de noter que ces mesures de l'ERT pour une « pleine réalisation du Marché unique » figuraient dans le « Plan d'action pour le Marché unique », adopté par le Conseil de l'UE en 1997 à Amsterdam, actuellement mis en œuvre par les États membres. En février 1997, plus de trois mois avant le sommet d'Amsterdam, Keith Richardson était déjà persuadé que leur plan d'action serait adopté : « La Commission est vraiment très intéressée par le lancement d'une nouvelle initiative pour la réalisation du Marché unique – elle agira à Amsterdam parallèlement à la Conférence intergouvernementale. Ceci est d'une importance immense pour l'industrie, et nous discutons avec la Commission pour savoir comment nous pouvons combiner nos forces [9]. »

La mise en œuvre du « Plan d'action pour le Marché unique » a conduit à un accroissement de la libéralisation des marchés des télécommunications, des transports et de l'énergie, au brevetage du vivant, à la concession de monopoles dans le domaine des biotechnologies et au processus d'harmonisation de la fiscalité industrielle en Europe.

La bible de l'évaluation comparative

Pour ces lobbies, presque tout finit par se rapporter à la compétitivité, y compris les politiques écologiques et sociales. C'est la raison pour laquelle l'ERT encourage l'« évaluation comparative », c'est-à-dire l'utilisation de la comparaison quantitative des effets des politiques de compétitivité pour déterminer les nouvelles mesures à adopter. L'évaluation comparative, cela signifie « scruter le monde afin d'y découvrir ce que les autres ont de meilleur, où que ce soit, pour ensuite, essayer de l'égaliser ou de le surpasser [10]. »

L'évangile selon l'évaluation comparative s'est propagé jusqu'à être finalement adopté par la Commission européenne [11]. Comme l'explique Santer dans un courrier du 20 décembre 1996 adressé au membre de l'ERT et président de Solvay, Baron Daniel Janssen, la Commission est prête à utiliser l'évaluation comparative comme outil d'amélioration de la compétitivité industrielle. Santer encourage une plus grande collaboration entre l'ERT et la Commission en ce qui concerne cette « technique » et souligne l'intérêt que lui porte Bangemann, le délégué de la Commission à l'Industrie. Intérêt sincère de Bangemann qui, peu de temps après, constitua un groupe de travail faisant de l'évaluation comparative l'un des principes primordiaux des prises de décisions au sein de l'Union européenne. Les conséquences sont de taille : la compétitivité se trouve institutionnalisée comme critère premier, et les politiques adoptées le sont en fonction de spécificités techniques plutôt que par délibération politique.

Selon la définition de l'ERT, l'évaluation comparative semble s'appliquer à tous les domaines imaginables. Ainsi compare-t-on à cet exercice les critères de l'Union monétaire, qui exercent une pression énorme sur les gouvernements européens « pour qu'ils améliorent la situation de leurs finances et la maintiennent à ce niveau [12] ».

L'évaluation comparative est également utilisée pour encourager la libéralisation du commerce et de l'industrie. Ainsi, avant la crise financière de 1997, l'ERT colportait activement la rumeur d'une économie européenne moins compétitive que celle de certains pays du Sud – manœuvres d'intimidation pour forcer les gouvernements à entrer dans une course effrénée à la compétitivité. Dans son rapport de novembre 1996, l'ERT conclut que l'Europe prend du retard (dans la course à la compétitivité) : « Les pays en voie de développement ont réalisé à quel point faire entrave aux investissements privés, étrangers ou locaux pouvait être néfaste à leur propre compétitivité. Les changements de politique, offrant aux investisseurs étrangers un meilleur accès au marché et plus d'espace de manœuvre aux hommes d'affaires locaux transforment, actuellement, les anciennes faiblesses de certains pays en formidable défi compétitif. Ce défi gagne même en puissance du simple fait que, dans un nombre croissant de cas, ces pays agissent avec un temps d'avance sur l'Europe [13]. » Enfin, l'affirmation selon laquelle l'Europe serait dangereusement à la traîne est étayée par la privatisation dans les pays du Sud, qui entraîne en « un accès pratiquement sans restriction aux marchés des services infrastructurels tels que le traitement des eaux, les systèmes d'épandage ou les réseaux de télécommunications [14]. »

L'un des dangereux effets secondaires de la mondialisation économique est la compétition entre régions, pays et blocs industriels pour la détermination des politiques à adopter dans des domaines aussi sensibles que la protection sociale et écologique. Cette course effrénée à la déréglementation bénéficie évidemment aux grandes firmes du type de celles que l'on trouve représentées à l'ERT. Et la compétition dérégulée est le plus beau rêve de ces lobbies : « La déréglementation et l'évaluation comparative se sont révélées être les moteurs très efficaces des actuels processus de libéralisation de l'économie, de déréglementation et de modernisation des institutions qui régissent l'investissement industriel privé [15]. » Les aspects cauchemardesques du marché libre mondial déréglementé – une arène mondiale aux normes sociales et écologiques réduites, transformée en mêlée générale dans laquelle ne survivent que les plus forts – sont le cadet des soucis de l'ERT.

La conquête de l'est

Depuis l'écroulement des régimes communistes d'Europe centrale et orientale, la Table Ronde a encouragé l'expéditive intégration européenne de ces économies nouvellement tournées vers le marché. Avec la réserve énorme d'une main-d'œuvre hautement qualifiée mais à bas salaire, l'addition de 150 millions de consommateurs au marché promet une perspective d'expansion qui excite au plus haut point l'intérêt de nos lobbyistes : « C'est comme si nous avions découvert une nouvelle Asie du Sud-Est à notre porte », s'emballe un expert comme Richardson [16].

En 1997, l'ERT a intensifié ses activités dans ce domaine avec la création d'un groupe de travail sur l'extension de l'UE à l'Est, présidé par son vétéran Percy Barnevik, de la compagnie d'investissements suédoise AB. En décembre de la même année son plan d'action pour l'élargissement fut présenté au sommet de Luxembourg. L'ERT incitait les dirigeants à rapidement « intégrer tous les pays candidats dans une Union européenne revigorée, plus vaste et plus compétitive » et demandait « une transformation économique radicale dans les pays candidats à l'adhésion », qui serait facilitée par le fait que les firmes de ses membres « coopéreraient directement avec la Commission et au sein des bureaux de conseil industriel actuellement en cours d'installation dans les pays candidats » [17].

En février 1999, ce groupe de travail spécial a produit un rapport intitulé « L'infaillible succès du commerce Est-Ouest ». Rédigé sur un ton enthousiaste, ce rapport veut « encourager l'intégration » et inspirer des actions renforçant les relations économiques entre l'Est et l'Ouest. Un certain nombre d'études de cas soi-disant sans risques, tirées des propres expériences des compagnies de l'ERT dans la région, y sont présentées pour soutenir l'idée que l'investissement des compagnies occidentales ne peut avoir que des retombées bénéfiques tant pour l'UE que pour les pays d'accueil [18].

Cette présentation paradisiaque est toutefois fondée sur des analyses erronées, tandis que sont omis les effets négatifs sur l'environnement et l'emploi que produit la dépendance de ces pays vis-à-vis des investissements étrangers [19] – en Hongrie, par exemple, les entreprises transnationales participent jusqu'à 30 % du PNB. Dans toute cette région, les entreprises locales se débattent – souvent en vain – pour concurrencer les grandes firmes, qui bénéficient d'énormes avantages d'échelle, d'un accès moins onéreux aux capitaux, d'une technologie supérieure et de très gros budgets publicitaires. Rien d'étonnant donc à ce que sur le sillage des multinationales on trouve un lourd contingent de chômeurs.

Unilever et Protec & Gamble sont deux exemples de compagnies ayant profité de ce combat inégal. Ces firmes se sont tout simplement partagé le marché des cosmétiques de l'Europe centrale et de l'Est, provoquant la fermeture des compagnies locales. En outre, alors que ces industries utilisent plutôt des technologies non polluantes en Europe de l'Ouest, elles profitent des normes de production moins sévères de ces régions pour abandonner de telles exigences. Enfin, même la baisse globale des émissions polluantes par unité de produit se trouve annulée par l'accroissement considérable des volumes de production.

Jamais à cours d'innovations, l'ERT a déjà créé des Conseils en expansion commerciale [BEC] en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie, respectivement sous la direction de Shell, de la Lyonnaise des Eaux et de Solvay. D'autres organismes de ce type, rassemblant des officiels gouvernementaux de haut rang et des dirigeants industriels provenant aussi bien de grandes firmes que de compagnies locales sont sur le point de faire leur apparition. Les compagnies membres de ces organismes « ont, évidemment, des intérêts commerciaux certains pour agir de la sorte, explique Wim Philipa. C'est un processus de formation par lequel, en collaboration étroite et avec le soutien des gouvernements nationaux, nous guidons, formons et accompagnons les entreprises nationales vers une situation leur permettant d'intégrer rapidement l'Union européenne [20]. »

En insistant sur les nécessaires modifications structurelles des pays d'Europe centrale et de l'Est, les Conseils en expansion diffusent ce message sur la compétitivité qui attire tant les investissements étrangers. La recette préférée de l'ERT offre en particulier comme ingrédients la libéralisation du marché dans les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications et l'augmentation de l'investissement public dans les infrastructures de transports. « La participation du

milieu des affaires constitue une garantie que les fonds servent bien les intérêts prioritaires », explique Eberhard von Kœrber [21]. Finalement, cette approche reflète aussi bien le schéma prescrit par l'Union pour les pays en attente d'intégration que la façon dont les subventions européennes ont été canalisées dans le très controversé programme « Phare » – qu'on a reproché de tourner plus à l'avantage des grandes firmes et des consultants d'Europe occidentale qu'à celui des pays postulants [22].

Exigence préalable à leur intégration, les pays postulants sont soumis à des contrôles rigoureux de leur totale acceptation du schéma de développement économique du marché libre européen : restructuration des économies et des infrastructures nationales, adoption en bloc de la législation de l'UE, réduction du rôle de l'État et augmentation de la dépendance vis-à-vis des investissements directs étrangers. Bien que ces critères et l'inévitable domination économique des multinationales occidentales soient débattus par les pays concernés, les négociations ne laissent de place à aucune alternative. Ce qui est, sans nul doute, une expérience dégrisante pour ceux qui, dans cette zone, imaginaient une démocratisation progressive de l'économie après la chute du rideau de fer.

Bien qu'il soit admis que la restructuration brutale de ces sociétés engendrera des problèmes, l'ERT relègue ces maux au rang de petites choses du quotidien dans un monde en voie de mondialisation. « Des changements structurels signifient inévitablement des changements dans les schémas d'emploi ; des emplois sont détruits dans certains secteurs et protégés ou créés dans d'autres. Les effets négatifs à court terme pour tous les pays européens seront probablement similaires à ceux résultant de la récente restructuration de l'industrie provoquée par les changements technologiques et la mondialisation [23]. » Les maux engendrés par l'élargissement ne sont en aucun cas, comme l'explique Keith Richardson, le souci premier de l'ERT : « Notre travail consiste à dire que les gains probables ont beaucoup plus d'importance... Notre rôle n'est pas de faire des discours sur l'unité politique de l'Europe [24]. » Actuellement, les investissements occidentaux vers l'Est se multiplient rapidement, avec des apports d'investissement direct à l'étranger [IDE] qui totalisaient neuf milliards d'euros en 1997 [25]. Cette même année, les entreprises de l'Union se taillaient la part du lion, comptabilisant les deux-tiers de l'IDE en Hongrie et en République tchèque et la moitié en Pologne [26]. Les compagnies membres de l'ERT jouent évidemment un rôle particulièrement actif dans le chiffre des exportations de l'Union vers l'Europe centrale et de l'Est qui a triplé en dix ans, atteignant aujourd'hui 80 milliards d'euros, dont un investissement cumulatif depuis 1989 de plus de 50 milliards d'euros [27].

Par l'innovation, restructurons l'europe

Tant au niveau européen que national, les décideurs sont très réceptifs au mantra industriel selon lequel la compétitivité est le véritable chemin vers la création d'emplois. Mais aujourd'hui, grâce au concept d'« innovation », la Table Ronde pense avoir trouvé le chemin le plus rapide vers le nirvana de l'emploi. En novembre 1998, son groupe de travail sur la compétitivité, présidé par Janssen de Solvay, a produit un nouveau rapport intitulé : « La création d'emplois et la compétitivité par l'innovation ». On y lit le portrait d'une économie en pleine ébullition, offrant « un flot incessant de produits et de services toujours plus récents, plus performants ou moins chers qui, constamment, rendent les produits plus anciens, moins économiques, voire obsolètes – de même que les emplois qui y sont liés. » L'adaptation à ce processus de destruction créative doit se faire à tous les niveaux de la société : chez les gouvernements, les compagnies de toutes tailles et les particuliers, car, « lutter contre la restructuration revient simplement à faire obstacle au changement et à la création d'emplois [28]. »

Le rapport s'enfle des habituels souhaits de l'Europe industrielle pour l'installation d'un climat d'affaires idéal par la déréglementation et la flexibilité du marché du travail ainsi que par la réforme des enseignements. L'ERT a toujours insisté sur la nécessité de confier l'éducation aux bons soins de l'industrie plutôt qu'à des gens « qui, selon toute évidence, n'ont aucun dialogue avec l'industrie, ne la comprennent pas et ne comprennent pas non plus la voie du progrès [29]. » Ce nouveau rapport insiste donc sur le fait que les Européens doivent se plier à une « éducation permanente [30] » pour avoir une chance de rester employés malgré les changements et les restructurations constantes qu'exige une concurrence mondiale toujours plus féroce. Les décideurs devraient stimuler et accélérer le processus de changement mais également alimenter l'innovation en lui procurant finances, éducation, recherche et conditions réglementaires favorables à l'industrie et au développement économique. Présentant ces principes cliquants comme incontestables, les compagnies de l'ERT ont déjà complètement adapté leurs stratégies à ce processus tout entier motivé par le profit.

Le rapport sur « la création d'emplois et la compétitivité par l'innovation » exige également des réglementations et des mesures financières pour soutenir les petites entreprises... mais seulement celles qui peuvent résister aux constants changements des conditions économiques mondiales. Ainsi, les PME innovatrices, qui utilisent des techniques de pointe notamment du secteur biotechnologique – « l'une des technologies clé du nouveau millénaire [31] » – sont-elles considérées comme méritant un traitement financier particulier. Cette insolite démonstration de générosité de la part de la Table Ronde s'explique par le fait que, si les grandes firmes préfèrent toujours se concentrer sur les entreprises les plus lucratives, elles sous-traitent avec les PME une partie de plus en plus importante de leurs activités.

Dans l'étroite vision du monde des lobbies, les mesures politiques qui vont dans l'intérêt immédiat des plus grandes firmes internationales sont également, par transitivité, dans l'intérêt de tous. Ainsi, selon Wim Philipa, les membres de l'ERT « font tout simplement abstraction des souhaits spécifiques de leurs propres compagnies et pensent macro-économiquement. Qu'est-ce qui est bénéfique à l'industrie européenne, PME comme grandes firmes ? [32] » Que devient cette « abstraction » pour la création d'emploi : malgré ses bavardages incessants sur le sujet, l'ERT affirme, fidèle à elle-même, ne pas savoir que les grandes firmes sont responsables d'un très grand nombre de suppressions d'emplois. La centralisation de la production et de la distribution catalysées par le Marché unique ont permis aux multinationales de diminuer les coûts en réduisant considérablement leur main-d'œuvre. Deux exemples : sur une durée de cinq ans à partir de 1989, la compagnie d'électronique hollandaise Philips a réduit son personnel de 22 % – environ 68 000 emplois [33] ; British Telecom a pu se glorifier d'avoir réduit son effectif de 235 000 à 125 000 entre 1985 et 1996 [34]. À la fin des années 1990, une nouvelle vague de fusions, d'acquisitions et de restructurations industrielles a encore eu pour résultat d'engendrer à la fois des bénéfices record et d'importantes suppressions d'emplois. La compagnie Ericsson, membre suédois de l'ERT, a par exemple annoncé début 1999 son projet de supprimer 11 000 emplois – soit 10 % de sa main-d'œuvre mondiale. Pilkington, géant de la verrerie et membre de l'ERT, basé au

Royaume-Uni, a supprimé 9 000 emplois en 1998 et prévoit finalement de diminuer de moitié sa main-d'œuvre par rapport à 1990. Annonçant ces suppressions, Paolo Scaroni, directeur exécutif de la compagnie, a expliqué que cette mesure faisait partie du processus de « restructuration » en cours pour diminuer les coûts et augmenter les profits. À la même époque, il déclarait fièrement à la presse que Pilkington empochait un minimum de 20 % de bénéfices sur ses investissements de capitaux et 12 % sur les ventes [35].

De tels chiffres sont devenus la norme puisque les multinationales se concentrent de plus en plus sur les profits à court terme et l'investissement de haut rapport. Après avoir réorganisé sa compagnie, Jürgen Schremp, patron de DaimlerChrysler, a hérité du surnom de « Neutron Jürgen », référence flatteuse à « Neutron Jack » Welch de General Electric, tristement célèbre pour son aptitude à détruire des emplois en laissant les bâtiments intacts. Bien que Schremp soit, à l'heure actuelle, l'un des noms les plus en vogue dans le milieu européen des affaires, cette gloire a été acquise au prix de très nombreuses suppressions d'emplois. Et l'ERT regarde froidement tout cela comme partie intégrante du processus de restructuration auquel la société européenne doit s'adapter.

Le groupe consultatif de compétitivité [CAG] ou la voix de son maître

Le Groupe consultatif de compétitivité [CAG], inauguré par le président de la Commission, Jacques Santer, en février 1995, est l'un des plus impressionnants exemples de l'institutionnalisation de l'accès aux structures décisionnelles de l'UE dont jouissent les lobbies. Défini par Santer, son mandat originel consistait à produire un rapport semestriel « sur l'état de compétitivité de l'Union [...] et des] conseils sur les priorités en matière de politiques économiques et des lignes directrices ayant pour objectif de stimuler la compétitivité et d'en récolter les bénéfices. [36] » Le groupe fut sélectionné soigneusement par Santer : parmi ses 13 membres, figurent Floris Maljers (Unilever), Percy Barnevik (Asea Brown), David Simon (BP) et J. Olilla (Nokia), tous de l'ERT ; des directeurs exécutifs de multinationales ou de banques ; l'ancien président de Treuhand (agence d'État allemande qui privatisa les entreprises de l'ex-Allemagne de l'Est) ; trois syndicalistes et un certain nombre de politiciens dont Carlo Ciampi, ex-Premier ministre italien et directeur de la Banque d'Italie [37]. Cette première équipe fut remplacée après l'expiration de son mandat de deux ans.

Dans les médias, le CAG est dépeint comme un groupe consultatif indépendant, composé d'industriels de haut vol, de syndicalistes et d'officiels. Bien qu'il n'apparaisse pas, le lien avec l'ERT est indéniable : s'inspirant du Conseil de compétitivité du président américain Clinton, la création d'un tel organisme fut pour la première fois proposée par la Table Ronde dans son rapport « Vaincre la crise » (décembre 1993), suggestion renouvelée l'année suivante. Comme l'expliquait Richardson, alors secrétaire général de l'ERT : « L'idée de départ a fondamentalement été élaborée par Floris Maljers [d'Unilever] et moi-même. La première idée n'a pas été acceptée, nous en avons donc changé la forme et l'idée finale a été adoptée au Sommet d'Essen [38]. »

Débitons le mantra de la compétitivité

Pendant son premier mandat de deux ans (1995-1996), le CAG a produit quatre rapports sur le thème « améliorer la compétitivité », chacun publié quelques semaines seulement avant les sommets semestriels de l'Union européenne. Les séries de nouvelles idées et de recommandations faites aux décideurs rappellent invariablement celles de l'ERT, et de nombreuses propositions sont finalement apparues dans le calendrier politique de l'Union ou en ont influencé les décisions d'une manière ou d'une autre.

Publié en juin 1995, juste avant le sommet de l'UE à Cannes, le premier rapport en arrivait à la conclusion que l'amélioration de la compétitivité générale de l'Union était d'une urgente nécessité. Faisant écho aux prescriptions habituelles de l'ERT, les remèdes du CAG comprenaient le financement par partenariat semi-public semi-privé de l'infrastructure des transports [TEN] [voir chap. VIII], la prompt expansion de l'Union vers l'Est ainsi que la mise en place de l'éducation permanente et de la « société en formation » (formation continue des employés pour leur permettre de s'adapter aux variations des besoins de l'industrie). Le second rapport, publié six mois plus tard, juste à temps pour le sommet de Madrid, recommande aux États un nouveau rôle important. Selon le CAG, les gouvernements devraient faciliter la déréglementation et la privatisation du secteur public, particulièrement dans des domaines tels que l'énergie, les transports et les télécommunications. En ce qui concerne les mesures écologiques, il est conseillé aux gouvernements d'utiliser des instruments fondés sur le marché plutôt que d'user des réglementations. Dans son troisième rapport, paru en juin 1996 et discuté au sommet de Florence, le CAG s'inquiète des débats très animés sur le chômage généralisé en Europe et demande des pactes sociaux entre employeurs, travailleurs et gouvernements pour « contrer la menace de désagrégation [39] ». Il propose la modernisation du marché du travail par l'assouplissement des horaires de travail, la modération des salaires et plus de mobilité entre les entreprises, les régions et les États. Il est enfin recommandé aux pays membres de réviser les législations sociales en fonction de l'analyse coût-bénéfice qui placera probablement les besoins des entreprises transnationales avant l'intérêt public. Le quatrième et dernier rapport du premier CAG parut en décembre 1996 avant le sommet de Dublin. Il avait pour thème principal la position de l'Europe dans la mondialisation économique, et évaluait ses performances en matière de commerce international et d'investissements en les comparant en particulier aux marchés, alors en pleine croissance, de l'Asie. Il demandait également la poursuite de la libéralisation du commerce et de l'investissement dans le cadre de l'OMC, la pleine réalisation de l'AMI [voir chap. XII] et la modification de l'Article 133 du Traité de Maastricht sur la politique commerciale commune, qui permettrait à la Commission de négocier sur les services, la propriété intellectuelle et l'investissement direct étranger.

La même chose en couleur : le second CAG

En mai 1997, Santer annonça les noms des 13 membres du second CAG. Malgré l'emphase mise sur le fait « qu'une fois encore, un panel bien équilibré de politiciens, d'hommes d'affaires, de syndicalistes et d'officiels éminents constitue ce groupe [40] », un examen plus méticuleux révèle un groupe loin d'être neutre : présidé par l'ancien secrétaire général de l'OCDE, on y trouve les firmes membres de l'ERT British Telecom, Pirelli et Repsol ; les deux représentants de l'industrie proviennent de l'organisation allemande des employeurs et de la compagnie portugaise BFE-Investimentos ; enfin, trois syndicalistes, d'Italie, du Royaume Uni et de Suède.

Cette nouvelle équipe mandatée pour deux ans publia, en novembre 1997, « La compétitivité pour l'emploi ». Dans ce rapport, paru à temps pour le soi-disant Sommet sur l'emploi de Luxembourg, la mondialisation économique est défendue avec enthousiasme et présentée comme un processus irréversible impliquant de rapides mais nécessaires modifications dans tous les pays. Malgré toutes les palabres sur la nécessité de préserver la cohésion sociale, les nombreuses mesures proposées n'ont rien de très nouveau et penchent lourdement du côté de la compétitivité. Les propositions sur l'accélération des réformes structurelles, l'assouplissement de l'environnement juridique des affaires, des systèmes de retraite, de santé et de chômage faisant plus appel à la « responsabilité individuelle » ne sont pas exactement ce qu'il convient d'appeler des mesures de cohésion sociale. Paru en juin 1998 avant le Sommet de Cardiff, le rapport suivant, « Marchés des capitaux pour la compétitivité », met l'accent sur les réformes des marchés des capitaux en relation avec la monnaie unique.

L'appel à la compétitivité

Keith Richardson fut tout à fait satisfait du travail du CAG : « Ils ont fait beaucoup de bon travail. Ils ont produit quatre excellents rapports et forment actuellement une nouvelle équipe pour deux autres années. Nous sommes tout le temps restés en contact étroit avec eux [41]. » Contrastant avec la forte présence de l'ERT au CAG, l'Union des confédérations industrielles et patronales européennes [UNICE] n'est représentée dans aucun de ces groupes [voir chap. suivant]. L'ancien secrétaire général de l'UNICE, Zigmunt Tyszkiewicz, a expliqué pourquoi son groupe n'a pas soutenu la proposition originale de l'ERT : « Nous étions totalement persuadés que le message de compétitivité ne devait pas être dilué puisque l'Europe n'était en effet pas compétitive. La situation était grave. Mais nous ne voulions pas que ce message soit abâtardi par un compromis entre employeurs, syndicats, universitaires et politiciens, ce que le CAG a fini par faire [42]. » Les craintes de l'UNICE se sont cependant avérées sans fondements. Commentant la présence des trois syndicalistes au CAG, Richardson fait remarquer que « le fait qu'ils aient signé les rapports du CAG donne [aux rapports] un supplément de poids. [43] »

Le CAG a permis aux industriels membres de l'ERT de présenter leurs recommandations à travers un organisme reconnu, disposant d'un statut officiel à l'Union européenne. C'est pourquoi, l'emportant sur tous les autres problèmes, la compétitivité industrielle est devenue le principal objectif dans l'orientation des mesures prises par les administrations européenne. Le besoin en publicité de nos lobbyistes diminua en conséquence, comme le nombre de rapports publiés sur l'orientation générale des politiques : l'ERT peut désormais continuer son œuvre en coulisses et rester assurée que sa voix est relayée par un organisme élevé au statut de conseiller officiel de l'Union européenne.

Corporate Europe Observatory

[1] Site Internet de l'ERT, 1999, .

[2] Idem.

[3] Entretien personnel avec Wim Philipa, Bruxelles, 16 décembre 1998.

[4] Site Internet de l'ERT, 1999, .

[5] Ibid.

[6] Il existe actuellement onze groupes de travail. L'ERT adapte constamment les thèmes confiés à ces groupes pour traiter des problèmes du moment dans lesquels elle a un intérêt particulier.

[7] Au cours de ces dernières années, l'ERT semble avoir régulièrement travaillé avec le bureau de conseil britannique Business Decisions Limited, qui fut également engagé par le lobby de l'industrie biotechnique EuropaBio [voir chap. IX] pour produire son rapport de 1997 « Benchmarking the Competitiveness of Biotechnology in Europe ».

[8] Site Internet de l'ERT, 1999 : <http://www.ert.be> .

[9] Entretien avec Keith Richardson, op. cit.

[10] ERT, Benchmarking for Policy-Makers : The Way to Competitiveness, Growth and Job Creation, Bruxelles, 1996.

[11] « Une grande partie de l'élan et de la substance même de la proposition d'évaluation comparative provient du travail originel de l'ERT – avec l'appui ultérieur du CAG. Je tiens à dire à quel point il me semble important que la Commission continue de recevoir de telles idées "pionnières" et tournées vers l'avenir, qui peuvent réellement aider l'orientation des politiques à améliorer la compétitivité de l'Europe ». Courrier de David Wright, conseiller du président de la Commission, Santer, à Keith Richardson (Bruxelles, 10 octobre 1996).

[12] Entretien avec Keith Richardson, op. cit.

[13] ERT, « Investissement dans le monde en développement : nouvelles opportunités et nouveaux défis pour l'industrie européenne », Bruxelles, novembre 1996.

[14] Idem.

[15] ERT, « Benchmarking for Policy-Makers : The Way to Competitiveness, Growth and Job Creation », Bruxelles, 1996, p. 2.

[16] Entretien téléphonique avec Keith Richardson, 11 mars 1997.

[17] « ERT Warning to European Council Over Enlargement », European Report, 10 décembre 1997, III, p.3.

[18] Le rapport présente 17 études de cas de situations infaillibles dans chacune desquelles existe un lien entre une compagnie de l'ERT et un pays d'accueil en Europe Centrale ou de l'Est. Les compagnies impliquées sont les suivantes : BAT, Lyonnaise des Eaux, Philips et Shell en Hongrie ; Bertelsmann, BP, GKN et Saint-Gobain en Pologne ; Krupp et Unilever en Roumanie ; Lafarge, Lyonnaise des Eaux et Shell en Lituanie ; Renault en Slovaquie ; Siemens en République Slovaque ; Solvay en Bulgarie et Veba en Lettonie.

[19] CEECAP, « Report on the Impacts of Economic Globalisation and Changes in Consumption and Production Patterns », 1998, p. 32-37.

[20] Entretien avec Wim Philipa, op. cit.

[21] Eberhard von Kœrber, « The Voice of Experience », in Business Central Europe. 1997-1998, p. 18. Kœrber est le président actuel d'Asea Brown Boveri (ABB), compagnie qui fut pendant plusieurs années membre de l'ERT sous la présidence de Percy Bamevik, aujourd'hui président

d'Investor AB et toujours membre de l'ERT.

[22] Principal canal de soutien financier et technique de l'Union aux pays d'Europe centrale et de l'Est, Phare a été créé en 1989 pour aider à la transition économique. Étendu à 13 pays partenaires en 1996, il reçut un budget initial de 4,2 milliards d'euros (période 1990-1994), augmenté à 6,693 milliards pour la période 1995-1999. Pour une vision critique de ce programme, voir Jo Brew, « EU Aid or Asset Stripping », in Europe Inc., Corporate Europe Observatory, Amsterdam 1997, p. 62-65.

[23] ERT, « The East-West Win-Win Situation », Bruxelles, février 1999, p.25.

[24] Entretien avec Keith Richardson, op. cit.

[25] European Bank for Research and Development, « Transition Report Update », avril 1989.

[26] Eurostat, 1998.

[27] CEECAP, « Report on the Impacts of Economic Globalisation and Changes in Consumption and Production Pattern », 1998.

[28] ERT, « La création d'emplois et la compétitivité par l'innovation », Bruxelles, nov.1998.

[29] Idem, p.18.

[30] Cette « éducation permanente » veut préparer des employés toujours plus souples pour un recyclage à vie, les adaptant aux changements des besoins de l'industrie en main-d'œuvre. Les réformes de l'éducation de l'ERT ont été présentées in « Education for Europeans » (1995) et « Investing in Knowledge » (1997).

[31] ERT, « Job Creation and Competitiveness through Innovation », Bruxelles, novembre 1998.

[32] Entretien personnel avec Wim Philipa, Bruxelles, op. cit.

[33] Nicholas Hildyard, Colin Hines et Tim Lang, « Who Competes ? Changing Landscapes of Corporate Control », The Ecologist, vol. 26, n° 4, juillet / août 1996, p. 131.

[34] Competitiveness Advisory Group, « Capital Market for Competitiveness : Report to the President of the European Commission, the Prime Ministers and Heads of State », juillet 1998.

[35] Magnus Grimond, « Pilkington lops 1500 jobs in costs drive », Associated Newspapers Ltd, 29 octobre 1998.

[36] Jacques Santer, introduction au premier rapport du CAG, « Enhancing European Competitiveness », juillet 1995.

[37] Carlo Ciampi s'est retiré du CAG en mai 1996, lorsqu'il a réintégré le gouvernement italien en tant que ministre du Trésor. La présidence du CAG fut alors reprise par l'ex-membre de l'ERT Floris Maljers (Unilever).

[38] Entretien avec Keith Richardson, op. cit.

[39] CAG, « Enhancing European Competitiveness. Third Report to the President of the Commission, the Prime Ministers and the Heads of State », juin 1998.

[40] Idem.

[41] Entretien avec Keith Richardson, op. cit.

[42] Entretien personnel avec Zygmunt Tyszkiewicz, Bruxelles, 18 mars 1997.

[43] Entretien personnel avec Keith Richardson, op. cit.

Les dessous de Bruxelles est un site réalisé sous [SPIP](#).
Réalisation [Def], sur un squelette GPL3 de <http://www.erational.org>